

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le
14/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMCA

Chemin de Livry
BP19
95380 Chennevières-lès-Louvres

Code AIOT : 0006503634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement SMCA implanté AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 Paray-Vieille-Poste. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA
- AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 Paray-Vieille-Poste
- Code AIOT : 0006503634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburant Aviation -SMCA, située à Paray-Vieille-Poste, a pour activité l'approvisionnement, le stockage et la distribution de carburant d'aviation sur l'aéroport d'Orly.

Les installations SMCA de Paray-Vieille-Poste sont classées SEVESO seuil bas (Sb) en raison notamment du volume de stockage de carburants pour avion. Les activités du site relèvent des rubriques 4734-2 (Autorisation Sb), 1434-2 (Autorisation) et 4511 (non-classé)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réalisation de l'exercice du plan des opérations internes POI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne POI	Arrêté Préfectoral du 29/06/1993	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection, en tant qu'observateur, considère que globalement l'exercice s'est bien déroulé. Elle constate que l'ensemble des actions de début d'incendie mise en place par l'exploitant et répondant au scénario des EDD s'est bien déroulé. Quelques points d'améliorations sont mentionnés dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/1993
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir des éléments fournis par l'étude des dangers, l'exploitant élabore le Plan d'Opération Interne (POI) de son établissement énoncé au point 18 de l'annexe de l'arrêté préfectoral susmentionné et en application de l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées. Le POI définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour alerter et protéger le personnel, les populations, les entreprises voisines, et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI.</p> <p>Le POI est réexaminé et mis à jour selon les conditions définies dans l'arrêté cité supra. Le POI est transmis systématiquement au service départemental d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan est par ailleurs testé régulièrement et au moins tous les ans. Au regard des scénarios, ces exercices peuvent être réalisés avec les entreprises voisines. L'inspection des installations est informée de la date retenue pour chaque exercice au minimum une semaine avant l'exercice. Le compte-rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Une sirène permet d'alerter les personnes concernées.</p> <p>Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a eu un rôle d'observateur lors de cet exercice du plan d'opération interne.</p>

Le scénario retenu concerne un feu de camion-citerne de 5000 litres positionné au niveau du poste de chargement camion (PCC). Ce scénario correspond au scénario 15 de l'étude de dangers pour lequel les fiches réflexes sont établies par l'exploitant.

La particularité de ce scénario est la proximité immédiate :

- d'une route de service
- de la route nationale n°7
- de la piste 07/25.

Cet exercice est réalisé en collaboration avec la BSPP.

Déroulé : " L'opérateur qui s'occupait du déchargement du camion-citerne entre en salle de contrôle et alerte d'une fuite alimentée au niveau du PCC entre la vanne de la citerne (restée ouverte) et le flexible de dépotage. L'opérateur indique avoir percuté l'arrêt d'urgence zone 15 mais cela n'a aucune incidence sur l'arrêt de cette fuite locale. En visualisant l'incident sur la caméra du PCC, le Chef de Quart constate un départ de feu provenant de la fuite et active instantanément la sirène POI".

L'inspection a été informée à 9h07 du déclenchement du POI par une alerte téléphonique provenant de l'automate d'alerte prévu à cet effet qui précise qu'il s'agit d'un exercice. L'inspection doit valider la réception de ce message sur son téléphone.

* la sirène donnant l'alerte fonctionne correctement ;

* une mise en œuvre progressive et rapide des moyens d'extinction incendie (rideau d'eau, canon à mousse, couronne d'eau au niveau de la cuve à proximité du poste de chargement des camions) depuis le synoptique de supervision de la défense contre l'incendie. L'inspection rappelle que depuis 2021, l'exploitant est autonome face à la défense contre l'incendie, conformément à l'article 43-3 de l'arrêté ministériel du 3/10/2010.

A l'arrivée de l'inspection, la défense incendie de l'exploitant était mise en place et l'ensemble des parties prenantes (exploitant, BSPP, SSLIA) étaient au poste de commandement exploitant pour suivre l'évolution des événements, sous la direction du Directeur des opérations internes (DOI) appuyé par le commandant des opérations de secours (COS).

Les informations sur l'évolution de la situation étaient remontées des opérateurs au niveau de la DCI vers le poste de commandement. Le commandant des opérations détermine la stratégie de défense de l'incendie en fonction de la remontée des informations et des moyens déployés par les pompiers

* l'exploitant dispose d'un exemplaire du POI dans la salle de crise. A noter, la version du POI a été mise à jour avec la mise en place de la DCI en 2021. En cellule de crise l'exploitant transmet l'ensemble des informations sur le sens et la vitesse du vent, le débit de fuite, la durée de la fuite et le volume d'émulseur disponible, le volume de la rétention, la FDS du Jet-A1.

* A la demande du COS, en prévention d'un risque de transmission du sinistre vers la fosse de transfert, un scénario a été rajouté concernant le retour du Jet-A1 dans le caniveau maçonné présent entre le poste de chargement et la fosse à racleur. Ce scénario de l'incendie au niveau de la fosse à racleur correspond au scénario 14 de l'étude de dangers. Le COS demande d'activer ce scénario par l'installation d'un tapis de mousse dans la fosse à racleur.

La détermination des moyens extérieurs étant réalisée, le COS met en place les moyens permettant de lancer le top-extinction après que la citerne se soit vidée. Compte tenu de l'ensemble des informations disponibles, le top-extinction est prévu pour 10h15.

Un déroulé chronologique a été rédigé au fur et à mesure de l'évolution de la situation. L'exercice a débuté à 9h00 et a pris fin à 10h24 par un débriefing.

L'exploitant a fait un compte rendu mentionnant les points positifs et les pistes d'amélioration ci-dessous :

Points positifs

Suivi et bonne exécution des fiches missions

Bon fonctionnement des installations DCI et des dispositifs d'alerte

La mise en place de la frise chronologique dès le début de la gestion de crise

Communication active entre tous les acteurs présents en salle

Points d'amélioration :

Lors de l'appel pompier :

préciser le statut d'autonomie du site, préciser la présence ou non de blessé.

Terminologie / champ lexical : termes parfois différents entre SMCA et les pompiers. Exemple : SMCA parle d'une citerne de 5000 litres en faisant référence au camion-citerne. Pour les pompiers, le terme « citerne » correspond à une capacité fixe.

Accueil et orientation des pompiers vers la salle PC-Ex (installer un panneau fléché « Salle PC-EX »)

Mettre à disposition des plans de masse plastifiés pour dessiner la SITAC et ainsi gagner en temps et en efficacité

Anticiper les effets dominos selon les connaissances de l'exploitant (apporter plus de précisions sur les évolutions possibles du sinistre – effets dominos inscrits sur les fiches POI).

Absence de réponse du RPA terrain et présence de l'APOC** en fin de situation de crise => utiliser davantage le SSLIA comme interface entre l'exploitant et le RPA Terrain - DO-APOC*

Mieux gérer l'environnement extérieur l'APOC, N7, Piste de décollage, STEP (SMCA trop focus sur l'incident interne)

*Trop de focalisation sur la SITAC*** : les acteurs sont comme aimantés au tableau (remarque des pompiers)*

Faire un retour de fin d'exercice au prestataire assurant les premiers prélèvements et mesures environnementales en situation accidentelle (1^{re} utilisation de l'astreinte SOCOTEC)

Gestion du confinement des eaux d'extinction à réétudier pour la zone PCC.

L'inspection, en tant qu'observateur, considère que globalement l'exercice s'est bien déroulé.

Elle constate que l'ensemble des actions de début d'incendie mises en place par l'exploitant et répondant au scénario n°15 de l'étude des dangers s'est bien déroulé. Les informations transmises par le DOI étaient claires. Cependant, l'élément de langage relatif à la direction du vent doit être amélioré. Par exemple, « vent en direction sud sud-ouest au lieu de vent venant de..., vers... ».

Puis le scénario 14 a été démarré à la demande du COS, l'inspection constate que le scénario d'un incendie initié par un retour de flamme à partir du scénario 15 vers la fosse racleur, n'a pas été envisagé dans l'étude de dangers. Il n'existe pas de barrière permettant d'interrompre cette chaîne de transmission.

Par ailleurs, l'inspection relève que les eaux d'extinction incendie ne sont pas retenues sur le site mais dirigées vers la STEP gérée par l'Aéroport de Paris (ADP).

*RPA : Abréviation relative à une entité de l'Aéroport de Paris (Orly)

**APOC : AirPort Operations Center est une structure en charge de la sécurité, la sûreté et du centre de commandement chez ADP.

***SITAC : Situation tactique

Observation n°1 :

Concernant la rétention des eaux d'extinction de l'incendie, l'exercice a permis de constater que la rétention incendie pour ce scénario est sous-dimensionnée. L'exploitant ne peut justifier de la

rétenction des eaux d'extinction au sein de l'installation et déclare que la vanne de sectionnement entre son site et la STEP est située en dehors du site. Par conséquent, les eaux d'extinction incendie de cette zone sont dirigées vers la STEP gérée par ADP.

Conformément à l'article 53 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant devra étudier la mise en place d'une rétenction des eaux d'extinction d'un éventuel incendie sur son site ou vers un bassin déporté pour lequel, il dispose de la gestion.

Observation n°2 :

Concernant le retour de flamme dans la canalisation entre le poste de chargement et la fosse racleur, l'inspection constate qu'aucun scénario ne prévoit un départ de feu dans la zone de transfert provoqué par l'incendie du poste chargement camion. L'exploitant devra étudier la possibilité d'interrompre la chaîne de transmission entre le poste de chargement et la fosse racleur.

Observation n°3 :

L'exercice a débuté sur le scénario 15 puis a été poursuivi sur le 14 à la demande du COS.

L'objectif des exercices POI est de tester l'organisation et les moyens humains et matériels alloués au scénario retenu.

Ainsi, il convient à l'exploitant de s'assurer des points suivants :

- i) le DOI assure le déroulé du scénario et la gestion de l'évènement,
- ii) les dispositions prévues pour le scénario joué sont bien en place (moyens humains, matériels...)
- iii) les opérations se déroulent conformément au POI (intervention des différents acteurs, déclenchement de moyens...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois